

Enabel



Republique Démocratique du Congo



MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Secrétariat Général du Développement Rural

Rapport des résultats 2020

PROJET D'EXTENSION ET DE CONSOLIDATION DE LA GESTION DES SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS LA PROVINCE DU SUD KIVU (PROGEAU – SUD KIVU) RDC 1620111 RD CONGO



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
1 ACRONYMES	4
2 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1 . FICHE D'INTERVENTION	6
2.2. AUTO-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.1.1 <i>Pertinence</i>	7
1.1.2 <i>Efficacité</i>	7
1.1.3 <i>Efficience</i>	7
1.1.4 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.1.5 <i>Conclusion</i>	8
3 MONITORING DES RÉSULTATS	9
3.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
3.1.1 <i>Contexte général et institutionnel</i>	9
3.1.2 <i>Contexte de gestion</i>	10
3.1 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	11
3.1.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
3.1.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
3.2 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
3.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
3.2.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.2.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	15
3.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
3.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	18
3.3.4 <i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.3.5 <i>État d'avancement des principales activités</i>	18
3.3.6 <i>Analyse de Progrès réalisés</i>	19
A. PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	20
i. <i>Progrès des indicateurs</i>	20
ii. <i>État d'avancement des principales activités</i>	20
iii. <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
4 SUIVI BUDGÉTAIRE	21
5 RISQUES ET PROBLÈMES	21
6 SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	33
6.1 AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	33
6.2 AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	33
6.3 AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	33
7 THÈMES TRANSVERSAUX	33

7.1 ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	33
7.2 GENRE	34
7. 3 DIGITALISATION	34
8 LEÇONS APPRISSES	35
8.2 LES DEFIS	35
8.3 QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	36
8.4 SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	36
9 PILOTAGE.....	37
9.1 MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	37
9.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	37
9.3 REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	39
9.4 RECOMMANDATIONS	39
10 ANNEXES.....	40
10.1 CRITERES DE QUALITE.....	40
10.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	44
10.3 FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	48
10.4 APERÇU DES MORE RESULTS	48
10.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	49
10.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	50

1 Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
AEPA	Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire (élective)
AGD	Assemblée Générale des Délégués (ASUREP)
APS	Avant-Projet Sommaire
ASILI	ONG locale active dans la distribution d'eau dans les quartiers périphériques de la ville Bukavu (en Swahili : coutume ou tradition)
ASUREP	Association des Usagers des Réseaux d'Eau Potable
AT	Assistant Technique
AVSI	Association Volontaire pour le Service International
BE	Bureau d'Etudes
BF	Borne Fontaine
BP	Branchement Particulier ou domiciliaire ou privé
C4D	Communication pour le développement (communication for the development)
CARITAS/BDD	Bureau Diocésain de Développement (BDD)
CIRC	Comité International de la Croix Rouge
CNAEHA	Comité National de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
COFIL	Comité de Pilotage
COVID 19	Coronavirus Disease 2019
CPAEHA	Comité Provincial de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
DAO	Document d'Appel d'Offre
DPO	Délégué à Pied d'Œuvre
DSPE	Délégation du Service Public de l'Eau
DTF	Document Technique et Financier
Enabel	Agence belge de développement, ex CTB
EVA	École et Village Assainis
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement global)
IRC	International Rescue Committee
MERCY CORP	ONG internationale active dans la distribution d'eau dans la ville de Bukavu
Minider ou MDR	Ministère du Développement Rural
MONOP	Monitoring Opérationnel
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC
MP	Marché Public
MSF/France	Médecins Sans Frontière / France
OXFAM UK	Oxford Committee for Famine Relief United Kingdom
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PROGEAU	Programme Eau (ProgEau)
PV	Procès-Verbal
Q3	Troisième trimestre
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de distribution d'eau
RHE	Ressources Hydrauliques et Energie
RR	Représentant Résident
SGC	Service de Génie et Construction
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SIG	Système d'Information Géographique
SNHR	Service National d'Hydraulique Rurale
SWA	Sanitation and Water for All
UCB	Université Catholique de Bukavu
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

2 Aperçu de l'intervention

2.1 . Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'extension et de consolidation de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissements dans la Province du Sud-Kivu (PROGEAU SUD-KIVU)
Code de l'intervention	RDC 16 201 11
Localisation	Province du Sud-Kivu/Rd Congo
Budget total	2 350 000 euros
Institution partenaire	Gouvernement Provincial du Sud-Kivu
Date de début de la Convention spécifique	16 décembre 2016
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	13/12/2017
Date prévue de fin d'exécution	10/12 / 2021
Date de fin de la Convention spécifique	16 décembre 2021
Groupes cibles	Sont les populations des villages et hameaux qui seront desservis par les réseaux de Nduba, Cishadu, Lujambo, Mwendo/Mudaka et de l'Ile d'Idjwi, toutes les populations qui ont été impliquées dans le projet précédent
Impact ¹	Les conditions de vie des populations rurales du Sud-Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5 réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu
Outputs	R.1. Des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et avec des technologies appropriées R.2. La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP R.3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans la zone couverte par le projet. R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées
Année couverte par le rapport	2020

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.2. Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Le PROGEAU Sud- Kivu répond à un besoin vital d'une population estimée à plus de 165000 habitants où le manque d'eau potable et de bonnes pratiques d'hygiène et assainissement sont visibles.

Les technologies utilisées dans les réseaux, la participation des populations et le renforcement des capacités des équipes de gestion des ASUREP en termes d'organisation et de maintien des réseaux et l'implication des populations locales attestent d'une réelle efficacité de cette aide.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

Dans les bourgs l'approche de distribution et vente d'eau est fonctionnelle. Dans le monde rural, les résultats ne sont pas encore concluants. Trois réseaux sur 5 sont en monde rural, soit 60%. Ce qui fait qu'un des objectifs principaux lié à l'accompagnement (suivi et monitoring) des ASUREP risque d'être compromis. Pour autant en monde péri urbains et gros bourg ruraux les résultats restent atteignables.

C'est une des faiblesses héritées des infrastructures précédentes sur les réseaux de Lujambo, Nduba et Idjwi. Le PROGEAU a essayé d'apporter des solutions mais sans grand changement. Ainsi, les zones desservis par les réseaux ruraux sont éloignées des zones d'habitation avec comme conséquence un nombre élevé de fontainiers pour la distribution de l'eau et pas assez de consommateurs, donc peu de recette, non rentable. Dans certains réseaux, le cout de l'eau est forfaitaire sur des montants dérisoires, insuffisants pour maintenir le système. Le système de recouvrement n'aide pas, d'où l'approche du paiement à la prise mais impossible dans ce cas de figure, trop charge. N'ayant pas d'autres choix que de supprimer les postes de fontainier, à défaut d'avoir ni la maintenance ni l'eau consommée, il n'y a pas plus de compteur aux robinets et donc difficile de monitorer la consommation globale du volume distribué et d'évaluer l'objectif.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

La passation de marché et la pandémie du COVID 19, ont retardées le démarrage des travaux durant la période d'avril à aout 2020. Les activités n'ont repris qu'en fin d'année.

Le démarrage des travaux sur Mwendo/Mudaka/Miti est compliquée dans une zone où les conflits politiques, ethniques et religieux sont nombreux. Les gestionnaires de ce réseau ont délibérément bloqué les travaux en allant de recours en recours auprès des autorités politico-religieuses. Afin de sortir de cette impasse, le projet à accepter la constitution d'ASUREP en marge de la forme traditionnelle certainement de type triparti en mêlant société civile/ETD et ici l'église catholique omniprésente : bénéficiaire du lieu de la source, de la desserte finale (Université Catholique de Bukavu) et d'une partie des terres traversées.

Tous ces retards ont motivé une demande de rallonge de 12 mois supplémentaires de la convention spécifique, pour 8 mois d'interventions pour un montant supplémentaire de 200 000€ pour assurer un contrôle sur le suivi de l'exploitation, en vue de rassembler et sécuriser les investissements.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
--	--------------------

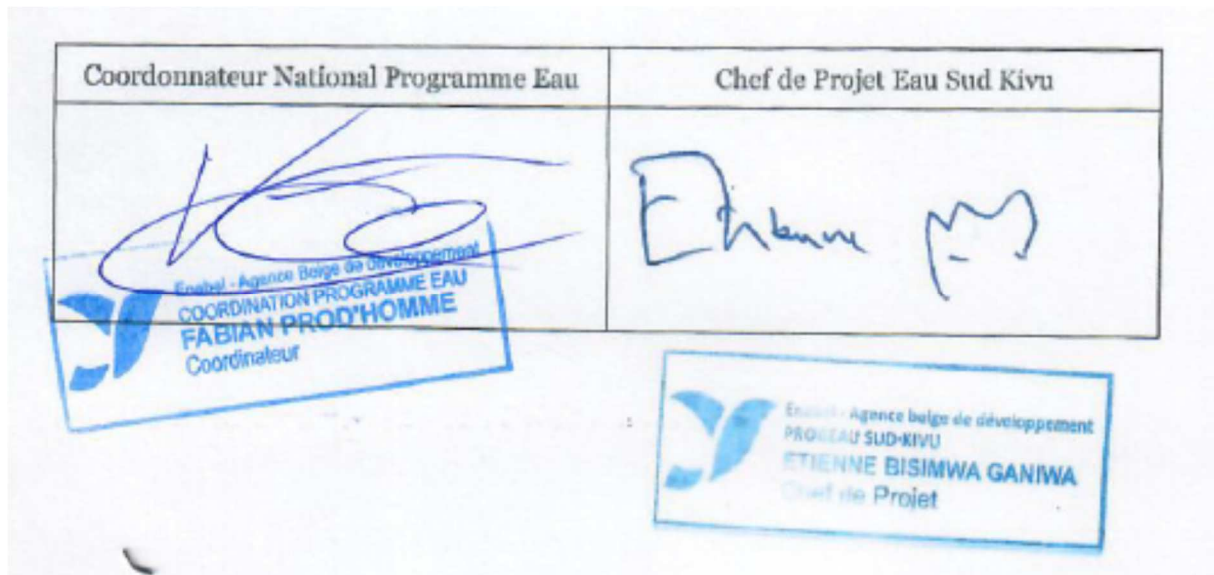
La durabilité financière est bonne sur les centres densément peuplés de milieu péri-urbain comme Cishadu, ce point est une réalité quantifiable et indéniable : Le prix de l'eau tient compte du prix réel des charges d'entretien. Reste une problématique liée aux chevauchements de réseaux sur cette zone péri – urbaine. En effet, le réseau de Cishadu s'est vu traversé par le réseau Regideso/Mercy corps/DFID. Au moins 9 bornes fontaines étaient prévues collées à l'existant ! Après maintes discussions, le choix de la gestion du réseau Regideso/Mercy corps reste toujours interrogation et les BF dans le périmètre d'intervention de l'ASUREP Cishadu sont en pourparlers pour être gérées par l'ASUREP. A minima les BF en doublon ont été déplacées.

Les problèmes majeurs restent cependant surtout en milieu rural où l'on trouve une trop faible densité de bénéficiaire par BF pour parvenir à avoir un système durable et viable. L'approche de caisse de dépôt est en expérimentation et la mise en place reste complexe (repose sur la confiance...recouvrement). Cependant, les membres des ASUREP sont formés pour gérer ces réseaux au-delà de l'accompagnement actuel. Avec peine, mais les réseaux de Lujambo et Nduba se maintiennent en fonctionnement, ce qui reste un premier pas. On mentionne aussi que les DSPE signées en 2019 apportent plus de légitimité aux ASUREP vis-à-vis des autorités.

1.1.5 Conclusion

On relève que :

- ⇒ Le projet est en phase d'exécution et présente une pertinence par rapport aux populations cibles en répondant à un besoin vital de fournir une eau de qualité, contrôlée, à proximité des habitations et de réduire ainsi le taux des maladies hydriques. ;
- ⇒ Les réhabilitations sont exécutées afin de maximiser les bénéfices coût/intervention. Au sein des ASUREP plusieurs approches ont été mises en place qui nécessitent une correction profonde pour que les ASUREP soient efficaces en milieux Péri-urbains comme rural.
- ⇒ Les ressources sont disponibles et gérées dans les limites des budgets. Malgré quelques facteurs retardant, les activités sont réalisées à temps dans le respect des planifications. Cependant, au début des grands travaux, des facteurs additionnels, pas répertoriés au départ qui recourent à un temps supplémentaire de 8 mois minimum en activités pour rendre le réseau Mwendo-Mudaka-Miti dans des conditions maximisé de réel fonctionnement.
- ⇒ La durabilité financière n'est visible que dans la zone péri-urbaine. Malgré tout l'alimentation des réseaux en eau potable s'est améliorée, les capacités de gestion des ASUREP rurales doivent encore s'améliorer surtout avec les mécanismes de transparences financières et le cadre réglementaire de DSPE doit être encore être mieux divulgué/porté/appliqué.



3 Monitoring des résultats

3.1 Évolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

L'émergence de la nouvelle classe politique, a permis d'apaiser les relations politiques et diplomatiques entre le Congo et la Belgique. Cela s'est aussi observé dans les interventions aux niveaux des provinces et dans les travaux sur terrain. Tous les déplacements et missions dans le pays n'ont connu aucune restriction...

En 2019, l'alerte sur le virus Ebola à Goma et dans le Sud Kivu durant 2 mois et le confinement dû au COVID 19 en 2020, on a observé un ralentissement des flux migratoires dans ces territoires. A ce jour, cette maladie est toujours présente et la population vie avec. Elle requière des restrictions des mouvements, des changements des habitudes appelés « les gestes barrières ». La mise en train des chantiers n'a pas échappé à ce ralentissement.

Le Sud Kivu reste toujours une zone endémique reconnue avec des cas de choléra enregistrés.

Sur le plan sécuritaire, lors des travaux, un groupe de perturbateurs a essayé d'influencer une tranche de la population à nuire à l'ASUREP de Lujambo pour des intérêts individuels. La situation semble calmée mais toujours tendue. A l'instar du démarrage des travaux du réseau de Mwendo Mudaka Miti que d'autres influences de coulisses se sont elles aussi manifestées. Une implication des autorités locales est nécessaire dans la gestion de l'eau en général, à Mudaka et à Miti en particulier. Les acteurs sont plus nombreux avec notamment l'Eglise Catholique qui veut jouer son rôle de « gardienne de la source », l'ancien comité d'eau de MITI, la société civile, les comité local de développement les villages et les chefs des groupement. Il est impératif de trouver un équilibre où chacun comprend et joue son rôle positivement. Les conflits incessants internes ont retardé la mise en œuvre et notamment la constitution de l'ASUREP.

C'est dans ce contexte que l'organisation Mercy Corps avec la Regideso se « querellent » sur la gestion des BF installées dans le quartier de Panzi, proche du réseau de Cishadu.

Sur le plan opérationnel, on observe un flux migratoire des populations autour des réseaux. La population de la zone couverte par le programme a été évaluée en considérant l'emprise des réseaux existants (rayon de 250m par BF en péri urbain et 500 m en rural), sur une combinaison

d'images satellites avec confirmation par enquêtes. Ces données doivent changer car la population desservie par le réseau de Mwendo Mudaka a été bien sous-évaluée (31700 à défaut de + 48 500pers). C'est un réseau qui s'étend sur plus de 27km et dont le terminus est constitué par une population qui risque d'exploser avec l'arrivée de l'eau à l'UCB. En intégrant Miti dans notre zone de couverture, la population va tripler dans ce réseau de Mwendo Mudaka Miti.

Tableau 1. Répartition de la population bénéficiaire par réseau

Réseau	Effectif 2018 (Valeurs permanentes de référence pour le projet)	Effectif 2020 Population corrigée
Cishadu-Buhozi	50 525	50 525
Lujambo	11 362	7 600
Miti Mwendo Mudaka	31 724	89 000
Nduba	8 758	8 758
Île d'Idjwi (Nduba, Katonda, Nyakaliba)	6 916	6 916
TOTAL PROGEAU Sud Kivu	109 285	162 619

L'année 2018 a connu une collaboration entre l'Enabel et les Ministères provinciaux sectoriels du Sud Kivu, principalement ceux des Ressources Hydrauliques & Electricité et du Développement Rural, en charge de l'eau. En 2019 et 2020, cette collaboration s'est intensifiée par des interventions communes sur le terrain en termes de renforcement des capacités des ASUREP, la participation aux AG, une implication dans la résolution des conflits, de la formation des CA et des UG, de la vulgarisation de la loi sur l'eau et de la réception de tous les ouvrages dans les différentes ASUREP.

Au-delà des institutions de l'Etat, il sied de noter que le projet fait l'objet d'une grande attente de la part de l'Eglise Catholique (UCB sera connectée sur le réseau Mwendo- Mudaka). Elle a témoigné de nombreuses fois de sa volonté de s'impliquer dans les animations. Aujourd'hui elle exprime son souhait d'assurer la gestion quotidienne de l'eau et la répartition de l'eau entre Mwendo Mudaka et Miti.

Comme repris dans le rapport précédent, le rôle de l'ASUREP et le prix de l'eau ne sont pas encore maîtrisés. Seule une bonne communication continue doit rester permanent entre tous les acteurs concernés.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Le projet est ancré au Ministère du Développement Rural et au Ministère des Ressources Hydrauliques et Energie au niveau de la coordination de Kinshasa. Le partenaire étatique est le Gouvernorat du Sud- Kivu au niveau du projet

Le COPIL est présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural avec un représentant du Ministère du développement rural et du Ministère ressources hydraulique et énergie, le dernier COPIL s'est tenu le 04 décembre 2020.

- Les subsides ont été attribués à Caritas Développement Sud Kivu et les grands travaux à Dematco pour Mwendo Mudaka et Corereba pour Lujambo. Les 2 entreprises sont à pieds d'œuvre.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le projet est géré en régie, pas de délégation, ni de co-responsable congolais.

Le projet est accompagné par une coordination nationale.

Tous les marchés sont gérés sous marchés publics selon la législation FED excepté pour les fournitures qui restent sous législation Belge (inscrit dans la Convention spécifique) dès que plus de 20 000€.

Le ROI a été validé en 2017 lors du COPIL d'ouverture.

Les exécutions de marchés de travaux principaux (Mwendo -Mudaka et Lujambo) seront suivies par une maîtrise d'œuvre recrutée sur marché public.

Jusqu'en cette année, il n'y a pas des défis opérationnels que l'on doit prendre en compte pour l'année prochaine.

3.1 Performance de l'outcome



On relève que les valeurs cibles ont été consolidées d'abord par l'étude Baseline et finalisées par le programme. Les renseignements sont conformes avec le logiciel de suivi opérationnel PILOT.

3.1.1 Progrès des indicateurs³

Outcome : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la Province du Sud Kivu						
Indicateurs	Site / réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible finale ²
Consommation spécifique (l/j/pers)	Cishadu-Buhozi	1,3	2,5	3.5	3.9	10
	Lujambo	Non connu	-	-		10
	Mwendo Mudaka	Non connu	-	-	NA	10
	Nduba	Non connu	-	-		10
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola et Nyakaliba)	Non connu	-	-		10

Valeur cible de la « Population », confère § 2.1.1 tableau 1, est figée jusqu'à la fin du programme et considérée égale à la donnée issue de l'étude Baseline 2018 afin d'évaluer l'évolution de la consommation réelle en évitant de conditionner l'évolution par mouvements de population (à la hausse comme à la baisse).

La valeur de référence de la consommation spécifique est le ratio du volume vendu/population.

La valeur cible est de 10 l/jour/personne. Comme nous avons dit dans le rapport 2019, pour Cishadu Buhozi et Nduba le débit de production «source» est un facteur limitant qui ne permettra pas plus de 8l/j/pers à Cishadu et 9l/j/pers à Nduba. On relève qu'à Cishadu, des discussions pour améliorer le débit sont en cours avec le propriétaire du marais où la source est localisée. A Nduba, le captage a été consolidé, sécurisé et le débit tend à se stabiliser à 0,9l/s. Reste toujours aussi une possibilité de capter la source de Kamarhenda en amont de l'actuelle. Une étude technico financière avait été faite mais non concrétisée par manque de ressources financière. Pour Mwendo, la source, dispose de 10l/s fourni régulièrement. La proposition est de répartir ce débit entre Miti et Mwendo-Mudaka.

3.1.2 Analyse des progrès réalisés

Un des objectifs du PROGEAU est d'augmenter la disponibilité et l'accès à une ressource en eau de qualité et durable afin d'améliorer durablement les conditions de vies des populations ciblées.

L'accès à l'eau par les populations se mesure par un indicateur consommation spécifique (l/j/personne), qui indique que la population a accès à de l'eau en quantité et en qualité et que cette population est prête à acheter cette eau, ce qui permet de maintenir ce système.

Un constat se pose : Nous pouvons mesurer cette consommation spécifique dans un réseau sur cinq. Dans 3 autres réseaux on est sur une approche forfaitaire, sans fontainier, sans compteur, faute de surcout ingérable et l'autre non encore réalisé. Il est donc difficile de mesurer cette consommation spécifique dans le milieu rural. L'on peut en avoir une estimation, via le volume global distribué (avec estimations des pertes). Des compteurs ont été récemment placés pour cela mais l'information pas encore exploitable partout (ex de Lujambo où trop de robinet sont ouverts, cassés etc..).

- Progrès réalisés par rapport à l'Outcome

A Cishadu les compteurs ont été fixés sur toutes les BF et sur tous les branchements privés. Il reste la question de gérer les index pour rentrer dans une gestion plus professionnelle avec des compteurs fonctionnels (ceux en places étaient de mauvaises qualités, tombant souvent en panne, illisible en 2020, 40 compteurs ont été changés).

La consommation spécifique est passée de 3,5 l/j en 2019 à 3,9 l/j en 2020, sans changement significatif.

Pour augmenter la production, notamment en saison sèche, limitant la consommation, une émergence a été identifiée à 70ml en amont de la source. L'ASUREP s'organise pour avoir autorisation (sans support des autorités dont la faiblesse est l'incapacité à octroyer les terrains pour utilité publique). Enabel apportera un soutien technique pour la faisabilité. Dans le projet « water facility » il a fallu l'intervention de l'armée pour parvenir à acquérir les terres. Hors saison sèche, le débit source de 4,65 l/s couvre encore sans soucis les besoins présents.

On peut aussi mentionner des perspectives sur des nouvelles sources d'approvisionnement possible, en effet le réseau de la Regideso/Mercy Corps/DFID (de plusieurs milliers de m³/jour) pourrait potentiellement amener au réservoir secondaire (50m³) la possibilité d'être alimenté une vente « en gros », une hypothèse en discussion dès que le réseau fonctionnera.

A Nduba, les compteurs aux BF ne sont pas présents, mais un compteur à la distribution citerne permet une estimation à 6 l/j/pers en considérant 20% de perte sur le réseau. Nous avons un débit de 0,9 l/s soit du 77,76 m³ par jour. Le débit reste supérieur à la demande. On peut constater que même lorsque l'eau reste libre d'accès, la consommation n'est pas spécialement plus élevée.

A Lujambo le débit source est de 4,13 l/s ou du 356,8m³par jour, couvrant en théorie les besoins des bénéficiaires.

A Mwendo, le réseau n'est toujours pas fonctionnel, mais le captage est bien réalisé pour 10 l/s soit du 860m³par jour.

De manière générale, la consommation reste toujours limitée aux besoins prioritaires, eau à boire et éventuellement de cuisine. L'eau de pluie est disponible presque toute l'année et reste l'eau d'usage. Dans l'étude Baseline, il ressort que les gens utilisent 20 à 25 l/j/pers, mais toute eau confondue, toute provenance. Pour les branchements privés, la consommation spécifique est de 10 à 20 fois supérieure. Cela vient du pouvoir d'achat mais aussi du confort. La complexité des branchements privés, vient du recouvrement des coûts avec compteur au domicile. La maîtrise du recouvrement est faible et d'autre part la production, réseau n'est pas dimensionné pour assurer des branchements privés à grande échelle pour tous.

On peut s'accorder pour dire que les changements d'habitudes sont lents à s'opérer et demande des pré requis (branchement domiciliaire/pouvoir d'achat...) en plus de sensibilisations.

Les données de suivi de consommation sur les zones villageoises ne sont pas possibles,

actuellement aucun compteur n'est installé. D'autre part les BF de Lujambo sont en grande partie en écoulement permanent (faute de surpression causant la rupture des canalisations, le réseau est en phase de réhabilitation) et l'accès à la BF reste libre (cout au forfait).

A Idjwi, 3 mini-réseaux de Katonda, Nyakaliba et Nkola sont regroupés en une seule ASUREP où des compteurs ont été placés sur les branchements privés et péage prévu au m³ sur contrat. Les contrats sont bien signés mais les recouvrements nécessitent encore plus d'effort.

- Le changement recherché devrait aboutir partiellement

On peut mesurer une évolution du taux de branchement privés (volontairement limitée pour des raisons de production et de recouvrement). Dans les 3 réseaux ruraux, lorsque le branchement privé est présent la consommation est supérieure. On constate que la qualité de l'eau et la proximité sont appréciées. Parfois, l'eau est même utilisée à des fins commerciales (briqueterie par ex).

Le nombres d'habitants par BF, les compteurs aux BF, la diminution des maladies hydriques par les consommateurs, le développement des branchements privés vont favoriser les changements.

Construction d'un local de chloration à Cishadu

Prélèvement d'un échantillon pour analyse Nduba



3.2 Performance de l'output 1



3.2.1 Progrès des indicateurs

Les indicateurs en un lien avec le processus de changement sont déclinés ci-dessous :

Output 1 : Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées							
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline 2018	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur Année 2020	Cible année 2021 avec nouvelle	Cible finale totale

						BF	
Nombre de bornes fontaines fonctionnelles*	Cishadu-Buhozi	45	0	0	5	2	47
	Lujambo	20	0	0	24**	23	43
	Mwendo Mudaka	0	0	1	0	42	42
	Nduba	20	0	0	3	5	25
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	23	0	0	0	23	46

* : Le fonctionnement des BF correspond au fonctionnement opérationnel du réseau.

** : les BF sont souvent sans robinets en écoulement libre ce qui n'est pas encore le résultat attendu mais permet usage

3.2.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 3	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées 4	En sérieux retard 5
1. Attribution des grands travaux Lot 4 Lujambo et lot 5 Mwendo-Mudaka			X	
2. Processus d'appel d'offre et d'attribution contrôle et suivi des travaux		X		
3. Travaux de pose de la tuyauterie lot 4 Lujambo et lot 5 Mwendo-Mudaka			X	
4. Travaux de plomberie à Nduba		X		
5. Travaux de tuyauterie/régulateur et pose des compteurs à Cishadu		X		
6. Pose des compteurs à Idjwi			X	
7. Marché de Production de chlore		X		

3.2.3 Analyse des progrès réalisés

- Les grands travaux ont été attribués. Le lot 4 de Lujambo à l'entreprise Corereba et le lot 5 à l'entreprise Dematco. Les 2 entreprises sont à pied d'œuvre.
- Corereba a déjà fait au-delà de 40% du livrable. La pose de la canalisation continue et elle sera terminée d'ici fin janvier 2021 selon les prévisions. Les travaux de génie civil et de la robinetterie suivent et, selon le chef de chantier, la livraison provisoire pourra intervenir au mois de février 2021. Deux avenants ont été signés sur ce marché.
- Le lot 5 a été gagné par Dematco qui a installé son chantier et fait les travaux de levée topographique et la commande de la tuyauterie et des accessoires. Les matériels sont arrivés à Bukavu le 07 décembre 2020. Une phase de communication des populations est prévue pour communiquer sur le démarrage des travaux dans les champs. Les travaux de pose vont commencer fin du mois de janvier et se poursuivront jusqu'en avril 2021. 17 km de canalisations seront posés sur un réseau en réhabilitation. Deux avenants sont déjà intervenus sur ce marché.
- Les travaux de suivi et contrôle ont été attribués à H.P. Gauff Ingénierie. Un

⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

superviseur de Gauff assure les tâches quotidiennes de suivi et de contrôle. Un rapportage est effectué à la fois sur terrain à Bukavu comme à la coordination de Kinshasa

- A Nduba, le changement de la tuyauterie sur une longueur 800m a eu lieu et la pose des compteurs pour les Branchements particuliers plus de 20 compteurs ont été posés.
- A Cishadu plus de 600ml de canalisation ont été changé et des compteurs à gros volumes ont été installé à la sortie de la citerne de 200m³ et à l'entrée et celle de distribution de 50m³. Les compteurs aux BF ont été renouvelés à 80% soit 40 nouveau compteur. Pour améliorer la qualité, une unité de production de chlore liquide locale à base de sel en vrac ménager, sur principe d'électrolyse est installée au bureau de l'ASUREP.
- A Cishadu, les travaux de réhabilitation : Pose d'une partie de canalisation et surtout d'organes hydrauliques de régulation ont permis d'assurer le remplissage de la citerne de 200 m³. De plus, le réseau assure un débit suffisant pour la quasi-totalité de l'année. Et le système de régulation est maîtrisé.
- A Lujambo 24 compteurs ont été installés.



Réservoir 50 m³ du réseau CISHADU



Mesure de débit du trop-plein citerne de 30m³ Mwendo

3.3 Performance de l'output 2



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP							
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2019	Cible finale
Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé	Cishadu-Buhozi	0	3	12	12	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Lujambo	0	2	12	12	24	Minimum 2/mois ; Eau

							potable qualitatif
	Mwendo Mudaka	0	1	6	2	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Nduba	0	1	12	12	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	0	2	2	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
Existence d'une convention de Délégation entre ASUREP et la Commune	Cishadu- Buhozi	Non		1	1	1	Oui
	Lujambo	Non		1	1	1	Oui
	Mwendo Mudaka	Non		1	1	1	Oui
	Nduba	Non		1	1	1	Oui
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	Non		1		1	Oui
Compte d'exploitation tenu	Cishadu- Buhozi	Oui	1	10	12	12	12/an
	Lujambo	Non	0	10	12	12	12/an
	Mwendo Mudaka	Non	0	0	0	12	12/an
	Nduba	Non	0	9	12	12	12/an
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	Non	0	0	6	12	12/an

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 6	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées 7	En sérieux retard ⁸
1. Accompagnement de l'équipe de gestion des ASUREP+ Appui à la constitution/ dynamisation à Miti (groupement connecté au réseau Mwendo/Mudaka)		X		
2. Atelier d'Echange avec les parties prenantes sur la DSPE et le cahier de charges		X		
3. Dotation de 2 motos aux ASUREP		X		
4. Appuis aux Assemblées Générales		X		

⁷ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁸ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

5. Equipement outillage, Kit solaires, téléphones mobiles, un ordinateur à quatre ASUREP		X		
6. Journées Mondiales Eau, latrines		X		
7. Appui au renouvellement des membres de l'Assemblée Générale de Mwendu		X		
8. Appui pour une mise en place d'un comité type ASUREP à Miti Kabare recherche de la DSPE		X		
9. Accompagnement ASUREP dans l'octroi de la personnalité juridique et de la DSPE Miti		X		
10. Formation des ASUREP pour la gestion, comptabilité, tenu des comptes d'exploitation et rapportage		X		
11. Formation sur le paiement des services de l'eau par Mobile money		X		
12. Formation des plombiers utilisation de la machine à fusion détection des fuites collage de PVC		X		
13. Formation CA/UG et la Commission de contrôle sur l'informatique		X		
14. Formation CA/UG taches et responsabilité		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

La qualité de l'eau est bonne et le test bactériologique utilisé est maîtrisé par les équipes des ASUREP. Cependant, le renouvellement des kits d'analyse n'est pas encore pris en main. La démarche est maintenant que les ASUREP commandent elles-mêmes et assurent leur autonomie.

Rappelons que toutes les ASUREP ont une DSPE et tous les papiers pour travailler. Rappelons aussi que la culture d'utiliser un compte d'exploitation chaque mois reste toujours bien fragile. Les rapports types et les formations ont bien été effectuées mais l'aptitude et la compréhension de la nécessité n'est pas encore maîtrisées. Pas à pas les ASUREP s'améliorent.

L'atelier d'échange avec toutes les parties prenantes sur la DSPE a été capital car il a permis de le vulgariser.

Les outillages, les Kits solaires, les mobiliers, les motos, les ordinateurs et les téléphones portables ont constitué une dotation du projet pour le fonctionnement de l'ASUREP. Que les rapports produits soient informatisés et de qualité. Des smartphones ont été donné à tous les fontainiers pour appuyer le paiement mobile ainsi que de dispositif mobile de recharge solaire de batteries.

Un appui avait été fait pour les AG qui se sont organisées au sein de toutes les ASUREP (également lors des journées mondiales de l'eau et des toilettes)

Une série de formations avait été organisée dans les soucis de professionnaliser les CA, Les UG et les Commissions de contrôle (*Formation comptables, compte d'exploitation, rapportage ; Le sens de la CC ; Formation CA/UG sur les taches des uns et des autres*)



Réunion Enabel et membre CA Cishadu au Bureau ASUREP Enabel



Sa Majesté Mwami Kabare 3^e de droit avec l'équipe

3.4 Performance de l'output 3

3.3.4 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées						
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible finale
Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau	Cishadu-Buhozi	Non		1	1	Oui/qualitatif
	Lujambo	Non		0	1	Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	Non		0	1	Oui/qualitatif
	Nduba	Non		0	1	Oui/qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	Non		0	1	Oui/qualitatif
Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés	Cishadu-Buhozi	0		0	2	Oui/qualitatif
	Lujambo	0		0	2	Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	0		0	2	Oui/qualitatif
	Nduba	0		0	2	2
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	0		0	2	2

3.3.5 État d'avancement des principales activités

	État d'avancement Les activités sont :
--	---

État d'avancement des principales activités 9	En avance	Dans les délais	Retardées 10	En sérieux retard 11
1. Formations pour la promotion de l'hygiène et bonne utilisation de l'eau potable		X		
2. Actions démonstratives en assainissement récupération des eaux des pluies, gouttières, citernes, water Wheel, campagne de sensibilisation ouvrages d'assainissement		X		
3. Processus d'octroi des subsides, Appel à propositions			X	
4. Mise en œuvre des travaux des Subsidés		X		

	12/11/19	Janvier	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
1. RECETTES PREVUES													
Recettes ± 30 BF	1800\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$	150\$
Recettes ± 22 BF	1200\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$	100\$
Frais de rattachement	200\$	—	50\$	50\$	50\$	50\$	50\$	—	—	—	—	—	—
Dettes clients (BP)	250\$	—	—	20\$	—	20\$	20\$	—	—	20\$	—	—	—
Don	100\$	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
→ Total Recettes	3500\$	250\$	200\$	390\$	300\$	320\$	370\$	250\$	230\$	270\$	250\$	220\$	250\$
2. Dépenses engagées													
Rafraichissement 110\$ / 1\$	70\$	5\$	5\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$	6\$
Rafraichissement 300\$ / 1\$	245\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	20\$	25\$
Pieces de recharge - entretien/Reparations	525\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$	43,75\$
Fourniture Bureau	175\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	14,5\$	15\$
Frais de Transport	70\$	6\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	5\$	11\$
Communication	105\$	10\$	10\$	8\$	8\$	8\$	8\$	8\$	8\$	8\$	8\$	8\$	9\$
Primes des membres UG	175\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$	160\$
Amortissement/Epargne	350\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$	29,16\$
Imprevu	35\$	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
→ Total dépenses	3500\$	288,41\$	287,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$	286,41\$

Prévision budgétaire de l'ASUREP de NDUBA pour 2020 amorcée à la gestion

3.3.6 Analyse de Progrès réalisés

Cette partie de travail est conduite par Caritas Développement de Bukavu par un subside accordé par le PROGEAU Sud Kivu. Les résultats obtenus sur les deux trimestres sont l'amélioration des pratiques en matière d'hygiène et assainissement dans les sous villages couverts par les 5 ASUREP. Des campagnes de sensibilisation en matière d'hygiène et assainissement ont été abordées : 184 séances (Mars -octobre) de sensibilisations et de démonstration sur la mise en place des dispositifs répliquables de lavage des mains, 3743 tippy-tap (dispositif permettant d'économiser l'eau de lavage des mains et de manipuler à l'aide du pied) 78 sous villages de 5 ASUREP été concernés.

Dispositifs de lavage de mains fabriqués dans les ASUREP

NDUBA	CISHADU-BUHOZI	LUJAMBO	MWENDO-MUDAKA	IDJWI
-------	----------------	---------	---------------	-------

¹⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

834	199	423	1941	356
-----	-----	-----	------	-----

De plus, 20 dispositifs pour usage collectif ont été disséminés dans des lieux publics. Caritas a encouragé la production des savons au niveau local. Elle a identifié les producteurs dans les 5 ASUREP. Il faudra les tester sur une première production, analyser les qualités des savons et choisir la meilleure. Cette qualité sera promue et les ASUREP pourront constituer des points ou des relais de vente. Cette activité est prévue au prochain trimestre.

Le ramassage des ordures ménagères s'inscrit sur l'agenda des subsides en zone péri-urbaine de Cishadu comme les villages. Selon Caritas, les moyens sont nombreux afin d'améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les communautés rurales. Les réflexes et l'apprentissage sont orientés sur ce que l'on appelle « la parcelle propre ». Cette activité a été implémentée dans les villages à l'aide d'une méthodologie de jeu de questions-réponses sur le thème de la parcelle propre. Ces séances de formation vont se poursuivre au 1er trimestre 2021.

a. Performance de l'output 4

i. Progrès des indicateurs

Output 4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées						
Indicateurs	Site/Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible finale
Nombre de note de capitalisation	Projet	0		0	1	1

ii. État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ¹²	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹³	En sérieux retard ¹⁴
1. Note de capitalisation			X	
2. Recrutement de la chargée de communication		X		
3. Conception et réalisation d'une BD éducative		X		

iii. Analyse des progrès réalisés

- En 2019, la note de capitalisation qui porte sur « Les défis de l'approche ASUREP dans le monde rural » fut retardée le temps de laisser avancer les expériences de gestion de nos ASUREP dans ce milieu. Elle a finalement été écrite. Il reste cependant à ajouter les résultats des expériences encore en cours.
- D'autres notes sur la production et le dosage de chlore, le fonctionnement des ASUREP et le contexte de l'eau en RDC.

¹³ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁴ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- Une bande dessinée est également produite sur le fonctionnement du système ASUREP et sur la consommation de l'eau.
- Un pitch Vidéo sur les activités en cours du programme EAU a été réalisé.
- Une visite officielle a été faite lors du passage de son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Royaume de Belgique en RD Congo ;
- La COVID aussi été une occasion pour communiquer sur les gestes barrières d'hygiènes
- Réalisation d'une deuxième BD éducative sur l'usage de l'eau et les rôles ASUREP sur la C4D ;
- Plaquette sur la DSPE et sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- La note de capitalisation est en cours ;
- Journées mondiales du lavage des mains, des toilettes et de l'eau

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution de l'intervention arrêté au 31 décembre 2020 est de 68 %, qui se justifie par le fait que le démarrage planifié en 2019 de construction des grands réseaux a été retardé par les procédures des marchés publics. Pas de modifications apportées au budget au cours de l'année 2019

Le tableau de suivi budgétaire de l'intervention ci-dessous est extrait du Pilot/UBW, ainsi que du rapport « budget versus actuels » en annexe 10.5.

Pour rappel, ce budget a bénéficié d'une enveloppe complémentaire de 250 000 €, qui a ramené le budget total à 2 350 000 000 € courant 2020.

RESULTATS	BUDGET TOTAL	DEPENSES					Solde budgétaire	Taux par Résultat
		Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Budget Consommé		
R1	909 100	4 844	21 291	137 617	329 088	492 840	416 260	54%
R2	139 500	0	3 266	26 950	84 091	114 307	25 193	82%
R3	105 000	0	2 263	7 612	64 190	74 065	30 935	71%
R4	55 000	0	409	7 574	34 147	42 130	12 870	77%
Réserve budgétaire	22 750	0	0	0	0	0	22 750	
Moyens généraux	1 118 650	59 332	244 839	334 129	229 353	867 653	250 997	78%
Total	2 350 000	64 176	272 068	513 883	740 869	1 590 995	759 005	68%
Taux d'exécution/An	100%	3%	11%	22%	32%	68%		

5 Risques et Problèmes

L'analyse des risques de l'intervention est enregistrée dans Pilot. Le rapport de résultats d'intervention reprend l'extrait de Pilot (gestion des risques).

L'allonge budgétaire a résolu les questions d'insuffisance budgétaire. Mais avec tous les conflits socio- politiques dans les zones rurales, le risque majeur est de ne pas finir les ouvrages dans les délais. L'accompagnement des ASUREP tarde à démarrer dans certaines zones. Le délai d'exécution du projet est à la limite de la date d'expiration de la Convention spécifique.

A noter, les risques et problèmes jugés faibles ont été retirés pour faciliter lecture mais seront repris compilés dans le rapport final.

Gestion des Risques

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La date d'exécution du projet est proche de la limite de la date d'expiration de la convention spécifique	12/02/2019	OPS	Elevé	Fort	Fort

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
La fin des travaux sera dans les délais mais la période d'accompagnement des ASUREP sera insuffisante. Une demande budgétaire a été effectuée.	PROD'HOMME Jean	18/08/2021	Une première proposition d'allonge budgétaire de 250000 déjà effective va permettre de réaliser les travaux et d'assurer une phase de suivi et d'accompagnement des ASUREP	Accompli
La fin des travaux est repoussée mais la période d'accompagnement des ASUREP est insuffisante d'autant qu'une multitude de complications se sont greffées au démarrage des travaux. Une demande de prolongation de la CS de 12 mois pour 200 000 € supplémentaire est transmis à l'ambassade.	PROD'HOMME Jean	07/12/2021	La demande a été transmise le 07/Déc./2020 à la REP avec mini DTF et à l'ambassade début Janv. Nous attendons le retour	En cours

Gestion des Problèmes

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les parcelles ou terrains sur lesquels devront être érigés les ouvrages ne sont pas rendus disponibles à temps	15/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibiliser les autorités provinciales, urbaines et locales, ainsi que les bénéficiaires à travers des contacts directs et réguliers	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2021	A l'issue de l'Atelier des parties prenantes sur la DSPE la partie étatique a compris son rôle. Les ministères concernés sont avertis. Les solutions pour l'ensemble d'ASUREP sont envisagées.	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Implication faible des autorités locales et provinciales. Aujourd'hui Juillet 2019 il y a de plus en plus une implication des autorités locales.	01/10/2018	REP	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Négociation, plaidoyer pour une plus grande implication des autorités provinciales et locales. Plus ces autorités sont impliquées, plus elles portent le projet.	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	Les 2 ministères s'impliquent par le biais de la Division Provinciale de l'Energie et ressources Hydrauliques et de l'Inspection Provinciale de Développement Rural. Il est question maintenant de consolider cette implication des autorités de proximité comme les chefs de Chefferie et les autorités provinciales. Le ministère de l'intérieur s'implique aussi plus pour des questions de résolution des conflits.	En cours
--	---------------------------------	------------	---	----------

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
L'offre de service (distribution à la BF, horaire d'ouverture, mode de paiement, gestion communautaire...) ne répond pas à la demande des usagers	31/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Accompagnement et renforcement des ASUREP dans la gestion	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021	Diverses formations sont effectuées, coaching	En cours
Renforcement des particularités des milieux ruraux	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	Même si la progression avait été bonne, les approches que porte l'équipe Enabel doivent encore se confirmer sur terrain. Un nombre de contrats solidarité par Borne Fontaine ont déjà été signés à Nduba et à Lujambo.	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service ; Manque de temps pour accompagner les ASUREP. Aujourd'hui juillet 2019 il y a un accompagnement de proximité des ASUREP dans la maintenance des ouvrages par le projet.	10/09/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
La durée de l'accompagnement des ASUREP fixée à deux années après la mise en service d'un réseau est absolument nécessaire. Mise en place du mécanisme de stratégie de sortie de l'appui. Bien suivre le budget pour prévoir de couvrir la fin du projet. Une demande de rallonge budgétaire et de la CS est engagée	PROD'HOMME Jean	16/12/2021	L'accompagnement est continu. L'expérience montre que sans accompagnement prolongé la capacité de gestion de l'ASUREP n'est pas assurée, trop de prédation, de faiblesse et manque de savoir-faire. Le grand réseau de Mwendo demande une prolongation de la durée d'exécution. La demande a été déposée est l'on attend le retour,	En cours
Formation aux interventions techniques sur le réseau	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	22/12/2020	Une première formation de maintenance des réseaux a eu lieu avec les plombiers en Q4 2019. En plus les travaux de remise en état des réseaux sont faits avec les plombiers locaux. Ces expériences renforcent leurs capacités. Une deuxième formation est prévue en Q2 2020.	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les utilisateurs refusent de payer pour l'eau en milieu rural (Lujambo, Nduba, Idjwi) et semi-urbain (Mwendo Mudaka, Cishadu). Lujambo et Nduba les usagers contribuent timidement par un forfait mensuel fixé par l'AG de l'ASUREP. A Cishadu les usagers payent à la prise. Le réseau semble aller de l'avant.	11/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibilisation des usagers, médiation et implication des autorités. Privilégier les systèmes gravitaires simples et robustes	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020		En cours
Conception, mise en place et signature des contrats de groupes autour des Bornes Fontaines	BAHATI BIRINDWA Jules	31/03/2021	A Lujambo et Nduba la signature des contrats est en cours	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les écoles, les centres de santé, les établissements publics ou les usagers possédant un branchement privé refusent de payer pour le service de l'eau	04/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Activités de sensibilisation, contractualisation avec cautionnement, imposer le paiement et procéder à	BAHATI BIRINDWA	30/06/2020	Les contrats sont signés à Cishadu, Lujambo et Nduba.et à idjwi. A Cishadu, les paiements sont effectifs et timides	En cours

la coupure si nécessaire	Jules		dans les autres ASUREP	
Commande et mise en place des compteurs.	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2021	Les compteurs ont été commandés, livrés et distribués. Le placement est en cours et les Branchement Privés pourront payer au m3. Les privés de Lujambo doivent aussi signer	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Risque de voir des clivages politiques ou ethniques interférer dans la gestion communautaire	05/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Susciter des médiations	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020		En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Une forte pression sur la ressource en eau est exercée et/ou la ressource en eau est insuffisante	03/09/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Rechercher des ressources en eau complémentaires,	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/06/2020	La consolidation de la source de Nduba a été faite. Cishadu est toujours en recherche de nouvelles sources et d'appui de l'ETD pour valider la possibilité d'exploiter la ressource. De manière générale, l'ETD ne fait aucune intervention et l'état de droit n'est pas respecté. Seuls les pourparlers entre riverains et souvent l'achat permet de résoudre le problème.	En cours
---	---------------------------------	------------	---	----------

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Fragilité des structures locales de gestion des points d'eau par rapport à l'appréciation initiale	05/09/2018	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Renforcer les capacités des structures de gestion d'eau comme ASSUREP par des prestataires de services professionnels	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021	L'ASUREP Cishadu se professionnalise de plus en plus. C'est un exemple...mais les autres ASUREP souffrent d'un mode de vie en zone rurale, sur des habitats très dispersés, rendant non compatible la gestion sur le principe ASUREP, unité de gestion et vente au bidon. Le contrat solidarité par BF semble être adaptée mais nécessite une consolidation.	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Assurer une gestion intégrée de la ressource EAU et une juste répartition ente les futurs utilisateurs.	15/06/2019	DEV	Moyen

--	--	--	--

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Remettre en état initial le réseau de Mwendo et créer une ASUREP à Miti	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2020	Un travail est effectué pour assurer de manière temporaire le fonctionnement des quelques BF l'eau est déjà à la borne Numéro 4 au niveau du bureau de l'ASUREP de Mwendo. Pour l'ASUREP de Miti, Une Assemblée Générale électorale a eu lieu et une ASUREP fonctionne à Miti.	Accompli
Organisation d'une table ronde pour partager le débit entre les réseaux de Mwendo et Miti et résoudre les conflits qui seraient liés à l'eau	BISIMWA GANYWA Etienne	31/10/2020	Des réunions ont eu lieu avec divers acteurs, Eglises, Société Civile, groupements, CLD et autres. Sur le réseau de Mwendo en aval de Miti, les travaux peuvent continuer... Il y a une réunion avec l'Archevêque et les autres acteurs.	Accompli
Mesurer exactement le débit de l'eau qui rentre dans les conduites de MITI en assurant la pose d'un compteur à la citerne de 30mètres cubes.	BISIMWA GANYWA Etienne	31/12/2020	Lever les contraintes avec la société civile et assurer le dialogue	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Dédoublage par d'autres acteurs des réseaux par des grands volumes d'eau.	01/11/2019	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Prise de contact avec Mercy Corps - Congo	BISIMWA	31/12/2020	Une visite de Congo Maji a eu lieu au terrain et le chef de projet Enabel a	En cours

Maji pour voir ensemble les possibles synergies sur terrain	GANYWA Etienne		visité Mercy Corps et Congo Maji à Goma. Un échange des documents a eu lieu. Une visite a été aussi faite à la Régideso pour comprendre les enjeux en place. Mercy corps a été avec l'Asurep sur terrain et les bornes construites sont 3 sur 9 qui seraient pourraient faire partie du réseau de Cishadu. Les négociations continuent.	
---	-------------------	--	---	--

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Ralentissement au niveau mondial lié au COVID 19 pose des problèmes opérationnels d'une grande gravité les entreprises n'a pas accès à la banque pour la caution bancaire, les agents ne savent pas atteindre leurs postes à cause des restrictions de voyages à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les plannings sont difficiles à appliquer car l'importation des matériels n'est pas assurée	01/03/2020	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Un suivi et gestion très rapprochés des entreprises, une politique de suivi rapproché, un planning réaliste. Identifier toutes les difficultés et prendre des mesures qui s'imposent en amont.	PROD'HOMME. Jean	N/A	Les discussions sont menées et les soutiens enclenchés.	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Constituer l'ASUREP de MITI -MWENDO - MUDAKA avec toutes les parties prenantes	09/11/2020	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Mener toutes les sensibilisations pour la constitution et l'accompagnement des ASUREP durant 12 mois après la réception des travaux.	BISIMWA GANYWA Etienne	31/03/2021	Un DTF additionnel est soumis au copil pour une prolongation de 1-8 mois jusqu'en Juillet 2022	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Pas de synergies ni de complémentarité développée à ce jour avec d'autres interventions mises en œuvre, le PROGEAU au Sud- Kivu est le seul projet Enabel au Sud- Kivu

6.2 Avec les projets pour tiers

Aucune intervention mise en œuvre pour mandants pour tiers à l'étape actuelle du projet

6.3 Autres synergies et complémentarités

En interne, les 3 projets du PROGEAU développent des synergies continues dans l'objectif des 4 résultats de l'intervention :

- R1 : PROGEAU Maniema et Sud Kivu ont fait un DAO commun qui comprenait tous les 5 lots des grands travaux
- R2 : Les trois projets ont partagé des informations sur le renouvellement des Assemblées Générales au niveau des ASUREP et sur les autres ateliers.
- R3 & R4 : Les activités en termes hygiène et assainissement la bande dessinée éducative a été une réalisation commune, des échanges sur la fabrication des masques (modèle) et avec Kindu sur les informations pour la fabrication de savon local.

De plus le PROGEAU collabore, échange sur soit sur les aspects techniques, formatifs ou encore organisationnels du travail sur le terrain.

Sur le terrain, un échange s'est engagé entre Mercy Corps, l'ASUREP et Enabel avec comme intention d'ouvrir un partenariat pour mutualiser les efforts et les énergies pour éviter la duplication des BF sur terrain sachant que le réseau de Cishadu est traversé en grande partie par le réseau de la Regideso (réseau sous maîtrise œuvre de Mercy Corps, financement DFID). L'objectif ciblé est que Cishadu puisse assurer la gestion des BF du réseau Mercy Corps dans sa zone d'intervention. De nombreux échanges de documents et des réunions ont eu lieu à Bukavu, à Goma et à Kinshasa (coordination).

Au niveau national, la coordination fait partie GIEHA, groupe inter- bailleur Eau et Assainissement, qui se réunit en théorie chaque mois sous la présidence de la BM. En 2020, 6 réunions par vision – conférences ont été tenu et les dernières portées par UNICEF.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Tous les captages sont gravitaires nécessitant aucunes sources d'énergie, éviter les émissions de gaz à effet de serre.

- Le prélèvement d'eau dans les captages prend en compte la nécessité d'un prélèvement partiel (Loi sur l'eau) qui assure de ne pas assécher les zones humides concernées ou écosystèmes. Les habitants environnants ont toujours une eau pour leur usage (source aménagée ou puits pour les populations riveraines, étangs piscicoles, champs d'haricots, nettoyer les récoltes...);
- Les membres des ASUREP, et les populations de leurs périmètres ont été formés à l'assainissement des points d'eau comme les sources captées & les BF, à la préservation de la qualité de l'eau potable et à la lutte anti érosive en vue de la protection des ouvrages hydrauliques qui sont construits ;
- Les activités permettant la promotion de l'hygiène et l'assainissement : Le projet accorde toujours une attention particulière afin d'éviter toute contamination de l'environnement par les contaminants comme excréments et autres purins d'animaux, les pesticides aux abords de captage, ..., tout cela est bien contrôlé. Le projet instruit les ASUREP de clôturer afin d'éviter toute intrusion dans l'aire de captage ou aux abords des ouvrages hydrauliques par les humains ou les animaux, et même les pratiques des cultures qui nécessitent des

traitements phytosanitaires (rouissage des maniocs par exemple) sont proscrites. Au réservoir de Lujambo, au réservoir de Cishadu, au Captage de Nduba, les ASUREP ont installé les clôtures en haies vives au Sisal (Agave) dont l'enracinement n'a pas d'incidence sur les ouvrages.

7.2 Genre

Les femmes et les enfants sont les premiers bénéficiaires des réseaux d'eau potable. Outre l'allègement de la pénibilité des opérations de puisage par la proximité des points d'eau, l'utilisation de l'eau propre, spécialement liée à l'alimentation, améliore fortement la santé des consommateurs. Le lien santé eau potable est bien compris.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement à des conséquences en matière de santé publique spécialement sur les conditions de vie des femmes et des petites filles et garçons (La proportion des petites filles et petits garçons à collecter l'eau restent très proche.)

Le projet porte aussi une attention particulière à la représentativité des femmes dans les ASUREP afin d'approcher le taux minimal de 25 % dans les structures de gestion et d'administration (renforcement du rôle social des femmes) aujourd'hui l'ensemble d'ASUREP ont atteint 28% en général. A Mwendo le chiffre monte à 44%. A Lujambo, l'indicateur « proportion de femmes dans le CA » est largement atteint, car après l'AG, le nouveau Conseil d'Administration est composé de 3 femmes sur 7 membres soit 43 %, et cela sans prendre en compte l'Unité de Gestion (non constituée). Pour l'unité de gestion, dans tous les réseaux 95 % de fontainiers sont des femmes. Le résultat a donc déjà été au-delà de la cible de 25% ce qui est encourageant ; la sensibilisation et le bon sens ont su se faire correctement entendre.

Malgré les barrières culturelles et parfois le faible pourcentage de femmes instruites, les ASUREP acceptent facilement d'intégrer la femme.

7.3 Digitalisation

La réalisation de l'étude Baseline du programme a permis de mettre en place une base de données contenant divers types d'informations, notamment celle relative à la géo spatiale pour tous les réseaux, donc de la cartographie numérisée de chacun des réseaux.

En décembre, il y eu une session de renforcement des capacités de nos deux ingénieurs et du Chef de projet sur le paramétrage de GPS, les techniques d'utilisation et transfert des données GPS via internet pour permettre aux techniciens du projet de mieux exploiter les informations issues de prises de terrain et de la collecte de nouvelles données sur les réseaux au moyen du récepteur GPS afin d'actualiser chaque fois (la mise à jour) la base de données du PROGEAU.

Pour une meilleure traçabilité de l'argent, Il y a aussi la vente de l'eau par paiement mobile. Aujourd'hui dans certaines BF, grâce à notre partenaire VODACOM, on pourra payer avec son téléphone portable pour l'achat de l'eau et pour payer les factures des Branchements privés.

2 ASUREP sur 5 sont dotées aujourd'hui d'un ordinateur pour suivre tous les aspects de vodacash et faire tout le rapportage et l'encodage des données comptables.

7.3 Emplois décents

Le fonctionnement même des ASUREP a pour but une économie sociale. En effet, la gestion communautaire de ces mini réseaux permet de générer localement quelques emplois. Dès que les ASUREP fonctionnent correctement elles se professionnalisent.

Un nombre d'emplois est directement liés à l'unité de gestion, à l'ASUREP Cishadu : (i) 2 plombiers, (ii) une unité de gestion de 3 agents, (iii) 49 fontainières et (iv) un agent pour relever les indexes. Ceci fait 55 agents rémunérés modestement par l'ASUREP de manière régulière et continue dans un contexte d'emploi quasi exclusivement informel. Dans les zones rurales, les fontainiers ne sont pas présents et l'organisation bien plus modeste, on relève une quinzaine de personne soit au total 60 personnes bénéficiaires du fonctionnement des réseaux. Avec le développement des activités liées au résultats 3 sur l'hygiène et l'assainissement, le métier de de savonnier pourra se mettre en place.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Le premier succès c'est la CDSPE qui responsabilise tous les acteurs sur leurs rôles dans la gestion des services de l'eau. Aujourd'hui, les officiels comme, le Gouverneur, les deux ministères d'ancrage, le Ministère de l'intérieur et les ETD sont conscients des rôles qui sont les leurs. Les Ateliers sur la délégation des Services Publics de l'eau ont permis cette prise de conscience.

Le deuxième succès est l'amélioration dans la gestion des ASUREP. Cette année 2020 avait connu une réelle amélioration dans l'acquisition et la consolidation des outils de gestion. Des formations ont été organisées sur la comptabilité, le compte d'exploitation, la prise des index et d'autres outils de la gestion. Une meilleure tenue du rapportage s'en est suivi. Les compteurs sur les branchements Privés sont installés en avançant pas à pas sur le nombre de branchement afin que le recouvrement et la fonctionnalité reste bonne.

En vue d'assurer transparence dans le renouvellement des membres, des élections dans le CA et AG.

Les travaux de Lujambo et de Mwendo ont été attribués et les entreprises ont démarré les travaux malgré la COVID, sans l'arrêt des travaux.

La pandémie nous a forcé à faire du télétravail, Malgré cette situation handicapante pour le travail, nous avons participer avec la fabrication de 2250 masques pour les ASUREP et la DPS et, en offrant à chaque ASUREP un dispositif de lavage des mains.

C'est durant cette même période que le marché de subsides a été attribués à Caritas. De commun accord il avait fallu qu'elle commence par des campagnes sur les gestes barrières et plus spécifiquement par le lavage des mains... C'est une fierté pour nous de voir aujourd'hui le nombre de ménages qui se sont fabriqué des dispositifs de lavage des mains. Le processus de la fabrication des savons qui aussi démarrer prochainement.

8.2 Les défis

Le premier défi reste celui de conduire les travaux jusqu'à la fin dans les temps imparti. Mais, le défi principal de 2021 de ce projet sera de bien conduire la période poste travaux et remettre les ouvrages sans précipitation. Le réseau de Mwendo/Mudaka est de plus de 25 km et surtout attendu depuis 10 ans pour certain. Et pourtant, au moment où les travaux démarrent et où effectivement il est question de renouveler et de mettre en place ASUREP gestionnaire, plusieurs acteurs d'une zone en amont (Mudaka) greffée sur le réseau, détournent l'eau produite du captage (il est vrai jusqu'à lors non exploité) et s'opposent en résistant au changement. Leur objectif est clair : garder leur avantage actuel et la mégestion (pas de compteur, ni contrat, pas d'information sur les consommations/consommateurs...). Tous ces différents acteurs population, les religieux et religieuses, la société civile, le comité local de développement, et les équipes de l'ASUREP sont amenés à se regrouper et s'accorder. L'archidiocèse de Bukavu garde un certain leadership, et ce dernier propose lui aussi une seule ASUREP gestionnaire de la source à au terminal de Kalambo à l'UCB, fin 2020 cette hypothèse est en discussion. Ce qui est certain, c'est que tout ceci ne sera pas possible dans les six mois qui suivent la remise des ouvrages. Bien des difficultés seront soulevées à la mise en eau, ces tensions au lancement des travaux en témoignent. C'est donc pourquoi, il a été proposé fin 2020 un « mini » DTF additionnel pour prolonger la Convention Spécifique de 12 mois, 8 mois d'activités pour un montant de 200 000€. Ce DTF a été soumis au COPIL Décembre 2020 et remis pour évaluation à l'ambassade Belge.

L'autre défi est celui de renforcer la DSPE comme un outil central dans la gestion de l'eau. Ceci repousse tant soit peu la fragilité de nos réseaux en termes institutionnels. Pour Cishadu, ceci suppose qu'il soit renforcé en termes de capacités de négociation et la connaissance en profondeur de ses droits et devoirs en tant qu'ASUREP dotée d'un contrat de délégation. Il reste toujours à développer une proximité avec les autorités qui ne doivent pas être vues comme des adversaires mais comme des partenaires (interprétation encore tellement partagée

de manière générale).

Cishadu devra assoir son périmètre d'intervention et garder la gestion de tout point d'eau présent (y inclus le réseau Regideso/Mercy Corps). Cette hypothèse est aussi portée par l'Autorité provincial et responsables Mercy Corps, reste à concrétiser...à ce jour aucun modèle de contrat n'est avancé, ce qui montre la réelle avance qu'a su prendre l'approche ASUREP, elle maintenant doté de Contrat signé de délégation.

En 2019, la question d'être capable d'adapter le mode de gestion ASUREP au monde rural avait été évoquée comme un véritable défi. Il le restera toujours. La question de « Comment adapter cette approche dans le monde rural ? » se pose entièrement. Il avait été dit qu'il fallait « inventer l'ASUREP dans le monde rural où les revenus pour le moment sont faibles et où la compréhension de payer pour le service de l'eau est lente à s'installer. Comment installer une ASUREP dans un lieu où même posséder un bidon de 20 litres n'est pas encore réalité ? » En effet tout ce que nous avons entrepris est passé sous les spectres de ces faiblesses : Les contrats de BF, la question de paiement par Vodacash, toutes les formations... Même la relation à l'argent n'est pas facile à appréhender lorsqu'il n'y pas de compte bancaire. Faire consommer plus d'eau payée, plus régulièrement, changer les habitudes et permettre plus d'accès et assurer la maintenance du réseau reste un défi majeur, surtout lorsque d'autres sources sont présentes au sein du périmètre du réseau, ou les habitudes et projets externes n'ont pas dans le passé suffisamment appuyés l'organisation de la gestion (par manque de temps). Et où la conception du réseau n'était pas adaptée, trop de borne fontaine rendant caduque tout espoir de paiement à la prise. En définitive, la question d'adapter l'ASUREP au monde rural est une cible longue terme ou l'adaptation sera pas à pas au contexte et évolution de chacun.

Il faudra à minima que les ASUREP arrivent à faire payer l'eau à la consommation notamment aux BP, cas spécifiquement à Idjwi où un hôpital utilise 60% de l'eau produit. A Miti, zone connectée au réseau Mwendo, une estimation de plus de 260 branchements privés sans contrat sans contrat sont présents. Basculer ne sera certainement pas jouable mais à minima un prix en gros doit être pris en charge au prorata de la consommation. De manière plus professionnelle, l'ASUREP doit arriver à faire signer un contrat à tout Branchement privé, chose faites à Cishado, Nduba. Les compteurs sont présents l'approche client doit maintenant s'installer, prélever des indexes, émettre des factures au m³, et en cas de non-paiement, être capable de couper l'eau.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

L'atelier des parties prenantes de la DSPE a été un apprentissage sur les obligations et les droits de chacun, sur la maîtrise du contenu de cette DSPE. Durant cet atelier les membres des comités de gestion des ASUREP ont pu dialoguer avec les autorités.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Les résultats d'un processus de consolidation sont toujours fragiles dans un contexte où l'autorité de proximité n'est pas investie	Les cadres de l'intervention, les cadres de l'ASUREP, Enabel pays partenaire RDC et la Belgique
Une sensibilisation continue avec les acteurs légitimes de la communauté est d'une grande importance avant, pendant et après la phase d'exécution	Equipe Enabel sur terrain, Les autorités locales, Enabel Belgique, les membres de l'ASUREP
La DSPE contribue à assoir l'autorité de l'ASUREP et sa durabilité de celle-ci à la condition que les autorités de proximité aient avec l'ASUREP une conscience partagée du rôle de la DSPE.	Les autorités locales, les membres d'ASUREP, l'équipe Enabel et les membres de l'ASUREP.

Les approches pour légitimer les ASUREP du monde rural devront aussi passer par une campagne de conscientisation au travers des acteurs reconnus de la communauté (Eglises, société civile, Comité Local de développement, ...)	Les groupes d'acteurs légitimes, les équipes Enabel sur terrain et en Belgique, les ETD, les membres de l'ASUREP et les autres partenaires.
Il ne suffit pas d'établir une convention de subsides aussi détaillée soit-elle il est très important de suivre les résultats pas-à-pas et réajuster les activités quand c'est nécessaire. Une flexibilité permettra d'atteindre les objectifs	Le partenaire des Subsides, les équipes Enabel de terrain et de Belgiques ; les autorités locales.

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

En 2020 la validation de la rallonge budgétaire pour 250 000€ a été confirmée par échange de lettre le 27 avril pour l'ambassade Belge et le 12 juin pour le cabinet de la coopération internationale RDC.

L'objectif de la rallonge budgétaire était le prolongement de l'équipe projet courant 2020 pour assurer la mise en œuvre et à minima 6 mois d'appui au fonctionnement de l'ASUREP Mwendo/Mudaka en gardant la date de la convention spécifique. Cela ne saura malheureusement pas être suffisant. Trop grand ce réseau de Mwendo a su cacher sa complexité avec la zone amont de Miti. A peine les travaux démarrés des tensions sociales ont congestionné tout mouvement imposant d'innombrables réunions d'explications/sensibilisations et une organisation spécifique à prévoir (proposition de la seconde demande de rallonge budgétaire). Ceci a été plusieurs fois repris dans ce rapport comme défis majeur.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Decision to take			
Le site internet du Ministère de Développement Rural sera bientôt opérationnel et le Secrétaire Général invite le Programme Eau à poster toutes publications qu'il aura à communiquer dans le cadre de son programme		02/12/2020	Comité de pilotage

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Le ProgEau n'attend que l'information sur la disponibilité du site pour poster ses publications	LUKUNKU MALA Clémentine	N/A	La Chargée de communication de ProgEau est sensibilisée quant à ce	In Progress

Decision to take			
Les dates de fin de contrats des équipes sont validées, notamment les décisions d'affectation post projet Maniema d'Antoine MESU à la coordination comme adjoint au		02/12/2020	Comité de pilotage

coordinateur jusqu'à mi-décembre 2022, ainsi que le prolongement des contrats des deux ATI, M Lucas CORNET jusqu'à fin juin 2022 et de M. PROD'HOMME Fabian jusqu'à mi-décembre 2022		
--	--	--

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Mise en œuvre par Enabel	HERMOUET Murielle	30/09/2021	Le PV du COPIL tenu le 02 décembre 2020 a été signé et transmis à toutes les parties congolaise & belge	In Progress

Decision to take				
Que les autorités provinciales s'impliquent davantage quant à la résolution des conflits fonciers relatifs à la sécurisation des ouvrages des réseaux d'eau potable mis en œuvre par Enabel			02/12/2020	Comité de pilotage

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Sensibilisation des autorités provinciales quant à leurs responsabilités	Etienne Bisimwa	30/06/2021	Poursuivre le plaidoyer auprès des autorités et les démarches pour l'obtention des titres de propriété Source Cishado	In Progress

Décision à prendre				
Le changement budgétaire proposé a été validé avec notamment l'affectation de la réserve budgétaire au Sud-Kivu de 22 750 € prévu pour 68 % soit 15 500 € sur la ligne A (activités) et 32 % 7250 € sur la ligne Z			02/12/2020	Comité de pilotage
Décision à prendre				
Le calendrier de clôture proposé est validé, conformément			02/12/2020	Comité de pilotage
Décision à prendre				
La liste des activités en cours se terminant au plus tard en octobre 2021 est acceptée			02/12/2020	Comité de pilotage

Décision à prendre		
La provision pour un montant de 30 000 € pour l'évaluation finale au Sud-Kivu a été entérinée	02/12/2020	Comité de pilotage
Décision à prendre		
Le bilan financier provisoire du PROGEAU Sud Kivu est validé	02/12/2020	Comité de pilotage
Décision à prendre		
L'inventaire des immobilisés et leur affectation sont validés, les biens de PROGEAU Sud Kivu ont été affectés équitablement entre Inspection Provinciale de Développement Rural et la Division Provinciale des Ressources Hydrauliques & Electricité selon le calendrier de la clôture du projet, sauf s'il y a une prolongation du projet ou un nouveau projet Enabel (cf. annexe 7). Le COPIL a entériné la demande d'une prolongation de la CS de PROGEAU Sud Kivu pour 12 mois pour un budget additionnel de 200 000 Euros qui doit être faite à la partie Belge pour analyse et approbation	02/12/2020	Comité de pilotage

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Sensibilisation des autorités provinciales quant à leurs responsabilités	Etienne Bisimwa	30/08/2021	Poursuivre le plaidoyer auprès des autorités et les démarches pour l'obtention des titres de propriété Source Cishado	In Progress

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Partant des constats faits dans les sections précédentes du rapport sur l'évolution du contexte au cours de la période de rapportage, les progrès réalisés, il n'y a pas d'intérêt à se réorienter mais de prolonger la stratégie avec un accent particulier sur Mwendo/ Mudaka en gardant l'approche ASUREP du milieu périurbain tout en l'adaptant avec l'église catholique qui s'inscrit aussi dans le jeu (propriétaire de la source, de parcelles lieu des conduites et utilisateur mais sur une branché séparée dès la boîte de captage)

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
1. Que les ASUREP continuent le processus de	Chef de Projet,	Q1, Q2, 2025

professionnalisation par la maîtrise des outils de gestion, d'une bonne maintenance de leurs réseaux et par le développement des compétence internes ;	Ingénieur Social et Ingénieur des travaux	
2. Que les ASUREP soient beaucoup plus transparentes ;	Chef de Projet et ingénieur Social	Q1, Q2, 2021
3. Que l'ASUREP de Mwendo -Mudaka soit constituée et qu'elle soit accompagnée par tous les acteurs pour sa mise en train	Ingénieur Social avec Président CA, Chef de Division et Inspection DR	Q1 et Q2 2021
4. Que les entreprises soient accompagnées afin qu'elles mènent à bien les grands travaux de Mwendo et de Lujambo à temps ;	Coordonnateur, ingénieur des travaux et chef de projet	Q1 et Q2 2021
5. Que le budget additionnel soit accordé pour que l'accompagnement post travaux du réseau de Mwendo-Mudaka Miti se fasse dans un temps bien significatif	Ingénieur Social et Chef de projet	Q1 et Q2 2021
6. Que les autorités provinciales s'impliquent davantage à la résolution des conflits fonciers relatifs à la sécurisation des ouvrages des réseaux d'eau potable mis en œuvre par Enabel	Ingénieur Social avec ASUREP, villageois, société civile, Chef de Division et Inspection DR, ETD	Q1 et Q2 2021

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D'= A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D'= C ; Au moins un 'D'= D

Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			

C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C'ni de 'D'= A ; Deux fois un 'B', pas de 'C'ni de 'D'= B ; Au moins un 'C, pas de 'D'= C ; Au moins un 'D'= D

A	B	C	D
		X	

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.	
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.	
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.	

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.	
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.	
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.	

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcome planifiés.	
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.	
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.	

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C'ni de 'D'= A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D'= C ; Au moins un 'D'= D

A	B	C	D
		X	

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.

X	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique du DTF a connu une révision lors de l'étude Baseline effectuée en 2018, et il n'y a pas de modification des objectifs ni des résultats. Il sied de noter que seuls les indicateurs repris dans le suivi des résultats sont liés aux changements attendus ainsi repris dans Pilot. Chapitre 2, du point 2.2 jusqu'au 2.6.

Objectif général / Objectifs spécifiques

OG : Les conditions de vie des populations rurales du Sud Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement

OS : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu

Indicateurs : Consommation spécifique : 10 litres/jour/habitant

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible finale 2021	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
R1 : La consolidation et la construction des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées	• Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de plus de 110000 bénéficiaires directs	0	4	• PV de réception provenant de travaux	- Les ressources hydrauliques sont suffisantes pour alimenter les réseaux, la qualité est très bonne - L'accès aux matériaux de construction de qualité est garanti - Les communautés bénéficiaires, l'administration, les ASUREP et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer
	• Nombre de captages opérationnels	8	1	• PV de réception	
	• Linéaire de réseau opérationnel (distribution et refoulement)	0	14160ml	• PV de réception	
	• Nombre de bornes fontaines fonctionnelles	108	194	• PV de réception travaux	
	• Nombre de compteurs aux Bornes fontaines	47	148	• PV de réception travaux	
R2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP	• L'ASUREP est opérationnelle	0 %	100 %	• Rapport ASUREP, enquête auprès de la population	- Les communautés de la zone d'intervention sont suffisamment motivées.
	• Les statuts des ASUREP sont disponibles, notariés avec autorisation de fonctionnement	À vérifier	100%		
	• Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponibles	0	2/an/ASUREP	• Statuts et PV de réunion AG, vérification sur terrain	- Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués
	• Proportion de femmes dans le CA	À vérifier	Au moins 25 %	• Convention signée	- Les futurs élus des entités administratives ne vont pas nuire à la mise en œuvre du Projet
	• Existence d'une Convention de délégation entre l'ASUREP et la Commune	Non	100%		• Rapport de Compte d'exploitation
• Une distribution en eau annuelle sans longue période	Pas d'information	345 j cumulés			

	<ul style="list-style-type: none"> d'arrêt est assurée Compte d'exploitation tenu Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé 	0 Pas d'information	12 rapports/an/ASUREP 24 rapports d'analyse/mois/ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de Compte d'exploitation Résultat d'analyse, dans le rapport mensuel d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Projet développe des synergies avec d'autres projets d'initiatives communautaires - Les membres des ASUREP commencent à faire eux-mêmes les tests bactériologiques
R3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau Nombre de cas de maladies hydriques (choléra, fièvre typhoïde, diarrhée simple) Campagne de sensibilisation à l'hygiène et santé réalisée Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés 	0 % Non Pas d'information Non réalisée 0	100 % Oui ou 1/ASUREP Diminution du nombre de cas par année Oui 2/ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> Rapport enquête auprès des concernés Rapport épidémiologique Rapport / carte Rapport trimestriel de l'ONG à qui sera attribué le subside Infrastructures réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation à qui les subsides seront attribués aura des compétences effectives et une bonne expérience en ce domaine - Une synergie est recherchée avec d'autres bailleurs ou projets d'appui aux actions communautaires - Les comités sont acceptés par la population - La stabilité politique et sécuritaire permet aux comités de fonctionner - La cohésion entre les membres est forte et stable pour assurer la pérennité des comités
R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrises d'ouvrages et de gestion communautaires sont capitalisées et disséminées.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de notes de capitalisation Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation 	0 0	4 4	<ul style="list-style-type: none"> Note de capitalisation PV de réunions, documents liés à la préparation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres - Le Projet reste à l'écoute des évolutions relatives à la réforme du secteur, les capitalise et les dissémine

<p>R2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'ASUREP est opérationnelle • Les statuts des ASUREP sont disponibles, notariés avec autorisation de fonctionnement • Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponibles • Proportion de femmes dans le CA • Existence d'une Convention de délégation entre l'ASUREP et la Commune • Une distribution en eau annuelle sans longue période d'arrêt est assurée • Compte d'exploitation tenu • Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé 	<p>0 % À vérifier</p> <p>0 À vérifier</p> <p>Non</p> <p>Pas d'information</p> <p>0</p> <p>Pas d'information</p> <p>Pas d'information</p>	<p>100 % Oui ou 100%</p> <p>2/an/ASUREP</p> <p>Au moins 25 %</p> <p>Oui ou 100%</p> <p>345 j cumulés</p> <p>12 rapports/an/ASUREP 24 rapports</p> <p>12 /mois/ASUREP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport ASUREP, enquête auprès de la population • Documents juridiques • Statuts et PV de réunion AG, vérification sur terrain • Convention signée • Rapport de Compte d'exploitation • Rapport de Compte d'exploitation • Résultat d'analyse, dans le rapport mensuel d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> - Les communautés de la zone d'intervention sont suffisamment motivées. - Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués - Les futurs élus des entités administratives ne vont pas nuire à la mise en œuvre du Projet - On trouve suffisamment des membres d'ASUREP qui disposent de capacités ou de pré requis. - Le Projet développe des synergies avec d'autres projets d'initiatives communautaires - Les membres des ASUREP commencent à faire eux-mêmes les tests bactériologiques
<p>R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrises d'ouvrages et de gestion communautaires sont capitalisées et disséminées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de notes de capitalisation • Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation 	<p>0</p> <p>0</p>	<p>4</p> <p>4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Note de capitalisation • PV de réunions, documents liés à la préparation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres - Le Projet reste à l'écoute des évolutions relatives à la réforme du secteur, les capitalise et les dissémine

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (voir guide gestion du contenu).

Titre Output 1	
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?	
<p>Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ?</p> <p><input type="radio"/> Non</p> <p><input type="radio"/> Oui</p> <p><input type="radio"/> Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ?</p> <p>Si oui : lesquels ? (Éventuellement ToC modifiée en annexe)</p>	
<p>Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ?</p> <p><input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 :</p> <p><input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :</p>	
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement faciliter le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
<p>Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ?</p> <p><input type="radio"/> Non</p> <p><input type="radio"/> Oui</p> <p>Si oui, sous quelle forme ?</p>	
<p>Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ?</p> <p><input type="radio"/> Non</p> <p><input type="radio"/> Oui</p> <p>Si oui, sous quelle forme ?</p>	

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Annulée
Planning de l'ETR	A planifier
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Non prévu

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (31 décembre 2020) »

RESULTATS	BUDGET TOTAL	DEPENSES								Budget Consommé	Solde budgétaire	Taux de réalisation
		Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020				Total 2020			
					Q1	Q2	Q3	Q4				
R1	909 100	4 844	21 291	137 617	9 100	51 733	117 170	151 085	329 088	492 840	416 260	54%
R2	139 500	0	3 266	26 950	5 301	20 190	20 300	38 300	84 091	114 307	25 193	82%
R3	105 000	0	2 263	7 612	14 913	1 039	27 092	21 146	64 190	74 065	30 935	71%
R4	55 000	0	409	7 574	10 880	7 531	6 995	8 742	34 147	42 130	12 870	77%
Réserve budgétaire	22 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 750	0%
Moyens généraux	1 118 650	59 332	244 839	334 129	56 744	48 101	55 932	68 576	229 353	867 653	250 997	78%
Total	2 350 000	64 176	272 068	513 883	96 938	128 593	227 488	287 849	740 869	1 590 995	759 005	68%
Taux d'exécution/An	100%	3%	12%	22%				12%		68%		

10.6 Ressources en termes de communication

Seront publiés sur le site PIT WEB de l'Enabel dès début janvier 2021, le rapport consolidé de 2020, la présentation de PROGEAU Sud Kivu, et l'attribution des lots 4 et 5 des grands travaux.

Et les annexes suivantes :

- Index du cadre des résultats Sud-Kivu 2020 ;
- Cadre résultat Sud-Kivu 2020 ;
- L'évolution de la matrice des risques Sud-Kivu 2020

Pour la Communication pour le Développement (C4D), il est à noter qu'une seconde bande dessinée a été publiée en 2020. Ce support a pour cible les usagers des réseaux d'eau potable, la société civile et les autorités afin de bien éclaircir le rôle des ASUREP.

Plusieurs activités ou événements particuliers ont été publiés sur les réseaux sociaux d'Enabel RDC.